



# Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale  
17 février 2014  
Français  
Original: anglais

---

## Comité pour l'élimination de la discrimination raciale Quatre-vingt-troisième session

### Compte rendu analytique de la 2236<sup>e</sup> séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 13 août 2013, à 10 heures

*Président:* M. Avtonomov

## Sommaire

Réunion informelle avec les organisations non gouvernementales

*Dialogue avec des organisations non gouvernementales chiliennes*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.13-46111 (EXT)



\* 1 3 4 6 1 1 1 \*

Merci de recycler 



*La séance est ouverte à 10 h 10.*

### **Réunion informelle avec les organisations non gouvernementales**

#### *Dialogue avec des organisations non gouvernementales chiliennes*

1. **M. Correa Calfin** (Red de Pueblos Originarios en Chile por los Derechos de la Madre Tierra, la Biodiversidad y el Conocimiento Tradicional [Réseau des peuples autochtones chiliens pour les droits de la Terre Mère, la biodiversité et les savoirs traditionnels]) dit que le Chili ne respecte pas les droits civils, politiques et sociaux des peuples autochtones représentés par son organisation. Dans ce contexte, il est urgent de clarifier la relation entre la Constitution chilienne et les instruments internationaux auxquels le pays a souscrits. La non-reconnaissance par le Chili du statut de peuples autochtones entrave l'exercice de leurs droits, y compris en ce qui concerne la jouissance des ressources naturelles situées sur leurs terres. Bien qu'un rapporteur spécial des Nations Unies ait critiqué la loi antiterroriste, elle continue d'être appliquée de telle sorte qu'elle est discriminatoire à l'égard des autochtones.
2. **M. Muñoz** (Réseau international d'organisations de défense des droits de l'homme) dit que le Chili n'a quasiment rien fait pour instruire les communautés mapuches ou leur permettre d'accéder aux mécanismes internationaux et interaméricains de protection des droits de l'homme. Le pays devrait faciliter l'accès des communautés autochtones aux médias, en particulier à la radio et à Internet, pour leur permettre d'avoir plus facilement accès aux informations concernant les voies et moyens de protection de leurs droits fondamentaux et de préservation de leurs langues, notamment. En outre, il faut lutter contre la stigmatisation des autochtones, des Mapuches, en particulier, à laquelle sont enclins les organes d'information non autochtones, qui promeuvent parfois les propos inspirés par la haine raciale.
3. Dans le domaine foncier, les activités des sociétés forestières ont gravement endommagé les ressources hydriques des Mapuches. Pour que les activités de ces entreprises puissent être sanctionnées, il faudrait que le Gouvernement tienne compte d'autres éléments que des considérations économiques à court terme.
4. **M<sup>me</sup> Manquepillan** (Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), Réseau de l'Échange international de la liberté d'expression (IFEX-TMG) Amérique latine et Caraïbes, et Réseau international d'organisations de défense des droits de l'homme) indique avoir rencontré des difficultés pour obtenir une licence d'émission lors de la création d'une radio mapuche en 2011. La radiodiffusion de programmes sans licence étant illicite, le Gouvernement a engagé une action judiciaire contre la station. De nombreux autres radiodiffuseurs mapuches ont également été persécutés du fait de l'absence de soutien officiel aux stations autochtones. Or, le fait de disposer de leurs propres organes d'information permettrait aux peuples autochtones de promouvoir la cohésion sociale, de préserver leurs langues, d'exercer leur liberté d'expression et de protéger leurs droits.
5. **M<sup>me</sup> Sidibe** (Réseau international d'organisations de défense des droits de l'homme) dit que les stations de radio autochtones sont fondamentales parce qu'elles permettent aux membres des communautés visées de partager des informations, de communiquer et de participer plus activement à la vie civique. Elles permettent aussi à des peuples comme les Mapuches, dont les communautés sont géographiquement dispersées, de maintenir la cohésion sociale. En outre, les stations locales favorisent la préservation et l'apprentissage des langues autochtones. Vu le coût de la production et de la diffusion des programmes culturels radiophoniques, en particulier des programmes bilingues, il faudrait que le Gouvernement leur accorde un soutien accru; en outre, si les stations mapuches étaient

autorisées à être financées par des annonceurs privés, elles seraient plus indépendantes sur le plan financier.

6. **M<sup>me</sup> Meraz Sepulveda** (Observatoire citoyen et Corporación Humanas), s'exprimant en premier lieu au nom de l'Observatoire citoyen, dit que la discrimination raciale au Chili continue de toucher de façon disproportionnée les peuples autochtones. Nonobstant les dispositions de la Convention n° 169 de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux et de la loi de lutte contre la discrimination, promulguée en 2012, la Constitution chilienne ne reconnaît toujours pas l'existence de peuples autochtones; en outre, la proposition de loi soumise en 2009 pour remédier à cette situation a été rejetée par le Sénat. La non-transposition en droit interne des normes internationales contribue au flou juridique grâce auquel les violations des droits des peuples autochtones se perpétuent.

7. Un autre domaine de préoccupation majeure est celui de la prolifération des projets d'extraction, d'infrastructure et de développement que le Gouvernement approuve sans consulter les autochtones, sans obtenir leur consentement ou leur permettre de tirer profit des bénéfices qu'ils génèrent. La non-restitution de titres autochtones sur les terres ancestrales constitue un autre problème préoccupant.

8. L'Observatoire citoyen recommande au Chili de modifier sa Constitution afin de reconnaître les peuples autochtones et les droits qui leur sont conférés en vertu de la Convention n° 169 de l'OIT; de réviser les politiques qui dégradent les terres où vivent des peuples autochtones; d'accroître le financement des politiques visant à améliorer la situation des peuples autochtones; d'enquêter sur les plaintes pour violences commises à l'encontre des peuples autochtones par l'armée et la police; d'en traduire en justice les auteurs et d'en indemniser de façon adéquate les victimes; de réviser la loi contre le terrorisme afin qu'elle ne puisse être invoquée que dans les affaires de terrorisme; et que le droit à une procédure régulière soit dûment protégé.

9. S'exprimant au nom de Corporación Humanas, M<sup>me</sup> Meraz Sepulveda dit que les femmes autochtones migrantes ou d'ascendance africaine sont particulièrement exposées à la discrimination au Chili et qu'il n'existe aucun mécanisme efficace pour les en protéger. Citant des problèmes tels que la protection insuffisante des victimes de la traite, le traitement inapproprié des femmes autochtones par les fonctionnaires de police, et le refus d'accorder la nationalité chilienne aux enfants de migrants en situation irrégulière, elle fait valoir que des politiques efficaces doivent être adoptées pour y remédier.

10. **M. Murillo Martínez**, relevant que selon les orateurs précédents la Constitution chilienne ne reconnaît pas les peuples autochtones en tant que tels, demande confirmation que les principes consacrés par la Convention n° 169 de l'OIT ne sont effectivement pas inscrits dans la Constitution chilienne.

11. **M. Thornberry** souhaite obtenir davantage d'informations sur la question de la disparition des langues autochtones. En ce qui concerne le harcèlement des groupes autochtones par les médias, il aimerait savoir quel type de vocabulaires ils emploient et si le Chili dispose d'un cadre juridique propre à réprimer les discours de haine raciale. Un code de déontologie existe-t-il pour aider les journalistes et les employés des organes de presse à traiter les questions relatives à la diversité culturelle?

12. **M. de Gouttes** (Rapporteur pour le Chili) souhaite savoir dans quelle mesure les organisations non gouvernementales (ONG) participant à la présente séance ont pris part à la préparation du rapport périodique de l'État partie, quel type de coopération existe entre les ONG et l'Institut national des droits de l'homme, et comment est évalué le travail du Service de l'aide juridictionnelle pénale publique. Relevant qu'aucune n'a évoqué la situation des personnes d'ascendance africaine ou des Roms et que le rapport de l'État partie ne fait aucune allusion à ces derniers, il aimerait obtenir des renseignements sur la façon dont ces deux groupes de population sont traités.

13. **M. Vázquez** demande des précisions au sujet de l'affirmation selon laquelle la Constitution chilienne privilégie d'autres droits fondamentaux que celui à la non-discrimination. Il serait intéressant de savoir si la langue mapuche est interdite à l'école de même que la langue rapanui dans les procédures pénales et si les autorités ont envisagé de permettre au peuple rapanui d'avoir recours à un système de justice autochtone. Il souhaite savoir si le Gouvernement a confirmé l'engagement pris en octobre 2010 de ne pas appliquer la loi antiterroriste aux Mapuches et, dans la négative, s'il a fourni des explications pour le justifier.

14. **M. Kemal** souhaite savoir si le fait de réprimer les actes criminels commis par les membres de communautés autochtones en tant d'infractions ordinaires plutôt qu'en qualité d'actes terroristes a eu un impact positif. En outre, il serait utile de savoir si des mesures spéciales ont été prises pour améliorer la situation des femmes autochtones dans l'État partie et si elles sont victimes de discrimination – et dans ce cas de quel type de discrimination – de la part de leur communauté, de l'État ou de la société en général.

15. **M. Lindgren Alves** demande quand le mot « Mapuche » a commencé à être employé dans l'État partie comme synonyme, quasiment, du terme « terroriste » et pourquoi une telle appellation semble réservée aux membres de la communauté mapuche.

16. **M. Calí Tzay** souhaite savoir pour quelle raison la presse chilienne désigne souvent les territoires mapuches comme des « zones rouges » (*zonas rojas*). Il aimerait recevoir des précisions au sujet des allégations selon lesquelles la police ferait souvent un usage disproportionné de la force contre les Mapuches lors des descentes dans ces communautés, s'en prendrait violemment à des personnes non armées et déroberait leurs biens. Il serait intéressant d'obtenir des informations actualisées sur le suivi donné à la recommandation formulée en 2009 par le Comité tendant à ce que des mesures immédiates soient prises pour résoudre le problème de l'installation de décharges de déchets dans les communautés mapuches sans leur consentement préalable (CERD/C/CHL/CO/15-18, par. 23).

17. **M<sup>me</sup> January-Bardill** demande des précisions au sujet de l'incidence du racisme environnemental sur la santé de la population dans l'État partie, en particulier des femmes et des enfants. Il serait utile de savoir s'il existe de quelconques procédures juridiques ou administratives de restitution des terres aux peuples autochtones. Les problèmes rencontrés par l'Office national de développement autochtone (CONADI) sont-ils uniquement d'ordre financier ou d'une autre nature?

18. **M<sup>me</sup> Crickley** aimerait savoir comment, de l'avis des ONG, les peuples autochtones pourraient effectivement participer à la conception des programmes et des lois qui les concernent dans l'État partie. En outre, il serait utile d'entendre leurs suggestions sur la façon dont on pourrait mieux sensibiliser les communautés autochtones au système des droits de l'homme et de recevoir de plus amples informations sur la question de la traite des femmes membres de communautés minoritaires. Compte tenu du rôle important que jouent les données dans l'élaboration de politiques en faveur des peuples et minorités autochtones, elle demande si les statistiques sur ces groupes de population sont aisément accessibles dans l'État partie.

19. **M<sup>me</sup> Manquepillan** (Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), Réseau de l'Échange international de la liberté d'expression (IFEX-TMG) Amérique latine et Caraïbes, et Réseau international d'organisations de défense des droits de l'homme) explique que le Service de l'aide juridictionnelle pénale publique est un service général et qu'il n'existe pas de service spécifiquement dédié aux communautés autochtones et les Mapuches appliquant la Convention n° 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux (1989) et la loi sur les peuples autochtones. Bien que la langue des Mapuches, le mapudungun, ne soit pas interdite à l'école, elle n'est enseignée dans les établissements scolaires établis sur le territoire mapuche que durant les quatre premières

années du primaire, à raison de deux heures par semaine, ce qui est évidemment insuffisant pour la promouvoir. Les filles mapuches n'ont accès qu'à l'enseignement primaire et n'ont pas de travail décent. Celles qui émigrent vers les zones urbaines travaillent comme employées de maison parce qu'elles n'ont pas d'autre formation. Il n'y a pas de femmes mapuches dans la vie politique chilienne, même au niveau local. Le Gouvernement devrait prendre des mesures pour remédier à cette situation, notamment en ratifiant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

20. **M<sup>me</sup> Meraz Sepulveda** (Observatoire citoyen et Corporación Humanas) dit que d'après le rapport de mission de l'Organisation mondiale contre la torture, qui s'est rendue au Chili en août 2013, la loi antiterroriste est toujours invoquée contre les membres de la communauté mapuche. Quatre affaires de cette nature sont pendantes, impliquant 26 personnes accusées d'actes terroristes, dont l'une est placée en détention préventive. Le nouveau Procureur général régional de l'Araucanía, région où vivent de nombreuses communautés mapuches, a récemment indiqué qu'il n'hésiterait pas à recourir à la loi antiterroriste si les membres de la communauté mapuche commettaient des actes analogues à ceux auxquels la loi s'était appliquée par le passé. Cela montre clairement que le Gouvernement n'a pas tenu sa promesse de ne pas invoquer la loi dans de telles circonstances, d'où le traitement arbitraire et discriminatoire des membres de cette communauté. L'application de cette loi à l'encontre de la communauté renforce la stigmatisation des Mapuches en tant que terroristes.

21. Des Mapuches ont signalé des incidents incriminant plus de 100 policiers armés qui auraient participé à des perquisitions et violence aussi bien les personnes arrêtées que tous les membres de leur famille, y compris les femmes et les personnes âgées. Les policiers auraient aussi volé des sommes d'argent et détruit des instruments de musique et d'autres biens. Bien que les autorités prennent des mesures pour former les policiers aux droits de l'homme, de telles situations continuent de se produire. Étant donné que les carabiniers qui effectuent une mission de police sont soumis à la juridiction militaire, les civils qui veulent porter plainte contre eux doivent saisir les tribunaux militaires, qui manquent de transparence et ne garantissent pas le droit à une procédure régulière, ouvrant ainsi la voie à l'impunité.

22. **M. Muñoz** (Réseau international d'organisations de défense des droits de l'homme) dit qu'à sa connaissance, aucune communauté autochtone n'a participé à l'élaboration des dix-neuvième à vingt-et-unième rapports périodiques du Chili. Les territoires mapuches sont souvent appelés «zones rouges» et les Mapuches décrits comme des terroristes en raison des nombreuses campagnes qu'ils ont menées pour récupérer leurs terres et territoires ancestraux. Ils ont occupé des terres cultivées par les propriétaires fonciers actuels et de violents affrontements ont eu lieu lorsque les carabiniers ont tenté de les déloger. Les Mapuches sont souvent désignés comme des terroristes dans les médias locaux, voire dans certains médias nationaux. Ce n'est pas un hasard si de nombreux organes de presse sont détenus par les propriétaires fonciers qui ont acheté les terres ancestrales mapuches. De nombreux territoires mapuches sont fortement contrôlés par les membres des forces armées. La communauté mapuche lutte depuis de nombreuses années en vue de la restitution de ses terres, même si le Gouvernement a parfois racheté des terres aux agriculteurs pour les réattribuer aux Mapuches. La loi antiterroriste est aujourd'hui encore invoquée contre les membres de cette communauté.

23. Le principal obstacle auquel se heurtent les ONG œuvrant pour l'amélioration de la participation politique des communautés autochtones tient au fait que puisque le Chili est considéré comme un pays riche, l'aide étrangère au développement allouée aux actions de sensibilisation aux droits de l'homme reste très faible. Or, il faut que les dirigeants communautaires sachent que tout individu peut saisir les instances internationales de protection des droits de l'homme.

24. **M. Correa Calfin** (Red de Pueblos Originarios en Chile por los Derechos de la Madre Tierra, la Biodiversidad y el Conocimiento Tradicional) dit que bien que le paragraphe 2 de l'article 5 de la Constitution prévoit que les instruments internationaux ont rang constitutionnel, le Gouvernement a indiqué que la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux a un rang inférieur à la Constitution. La non-reconnaissance constitutionnelle des peuples autochtones affecte l'ensemble de leurs droits fondamentaux. Lorsque des conflits violents éclatent dans le pays, de hauts dignitaires blâment souvent dans les médias les Mapuches avant même qu'une enquête ait été diligentée. De nombreux Rapporteurs spéciaux des Nations Unies se sont rendus au Chili et ont fait des recommandations au sujet, notamment, de l'application de la loi antiterroriste; or, le Gouvernement ne les applique que rarement. Il est évident qu'il faut encourager la création de médias autochtones. L'Institut national des droits de l'homme ne compte aucun membre autochtone ni de service spécifiquement chargé des questions autochtones. Il existe bien un service mapuche de l'aide juridictionnelle pénale publique dans la région IX mais le personnel autochtone y est peu nombreux et le service manque de ressources humaines et financières. Le Chili ne reconnaît aucun système de justice autochtone. La communauté rom chilienne est victime d'une discrimination importante mais peu de mesures ont été prises pour y remédier.

25. Bien que les écoles primaires comptant un minimum de 40 % d'élèves autochtones soient tenues, depuis 2009, de fournir un enseignement dans les langues autochtones concernées, celles-ci devraient être enseignées aux niveaux primaire, secondaire et supérieur afin de sensibiliser les élèves à la mixité culturelle. Les bourses accordées aux étudiants autochtones ne leur permettent pas d'accéder à l'enseignement universitaire. Les communautés autochtones devraient bénéficier de ressources éducatives accrues et devraient participer davantage à l'élaboration des programmes scolaires.

26. Le peuple rapanui de l'Île de Pâques n'a pas dûment accès aux services essentiels, aux soins de santé et à la justice, notamment. Aucune peine alternative à l'emprisonnement n'existe et les habitants doivent parcourir de longues distances pour se rendre à l'hôpital sur le continent. Les migrations vers l'Île de Pâques devraient être plus étroitement contrôlées afin de prévenir l'introduction de maladies par les visiteurs et de réduire la quantité de déchets laissés sur place. Aucune politique ne protège le territoire et le mode de vie traditionnel des habitants de l'Île de Pâques.

27. La loi antiterroriste critiquée par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste est appliquée injustement contre le peuple mapuche. Les Mapuches sont traités comme des terroristes depuis que la dictature a pris fin et qu'ils ont commencé à revendiquer leurs droits et sont victimes d'une violence institutionnalisée. Les policiers ne sont sensibilisés ni à la culture ni à la société mapuches, que l'ignorance détruit. Les femmes, les personnes âgées et les enfants sont victimes d'exactions policières.

28. Les peuples autochtones n'ont pas non plus le droit de préserver leurs pratiques traditionnelles de santé, comme les pratiques ancestrales d'accouchement. Les femmes ont peu accès à l'éducation en raison de l'inexistence de programmes de promotion de l'éducation des filles et de formation de cadres dirigeants et les peuples autochtones participent peu à la vie politique chilienne du fait de l'inexistence d'organisations représentant de façon effective leurs intérêts. La CONADI est obsolète et non représentative des peuples autochtones; la moitié de ses membres sont des fonctionnaires publics et son directeur est nommé par le Président chilien.

29. Le terrorisme écologique se poursuit. On signale des cas de contamination des eaux souterraines par les entreprises qui déversent des déchets toxiques dans les zones peuplées par des communautés autochtones, comme à Collipulli. La communauté de cette ville a porté plainte auprès des autorités exécutives et judiciaires suite au taux élevé de

malformations et de pathologies dans la région. La politique gouvernementale ne prévoit pas la consultation des collectivités locales ni leur participation à la lutte contre le terrorisme écologique. Les pouvoirs exécutif et judiciaire continuent de mener une réforme législative qui pourrait être discriminatoire à l'égard des peuples autochtones. Or, l'accès à l'eau salubre et à des terres non contaminées est essentiel à la survie de ces communautés; de même, les grandes entreprises qui provoquent le déplacement des communautés autochtones devraient être bannies.

30. L'État partie prend des mesures pour reconnaître le droit à la terre mais cela ne suffit pas. Beaucoup de familles autochtones ont été dépossédées de leurs terres et contraintes de migrer vers les villes mais aucune mesure n'a encore été prise pour accommoder les 60 % d'autochtones qui vivent actuellement en milieu urbain et qui ne répondent pas aux critères établis pour formuler des demandes de restitution de terres. Ils devraient avoir la possibilité de retourner vivre sur leurs terres ancestrales et un plan devrait être élaboré pour faciliter l'acquisition de terres par le Gouvernement au bénéfice des communautés autochtones.

31. La consultation et la participation des autochtones à l'élaboration des politiques publiques ne sont pas conformes aux normes internationales, comme l'ont indiqué plusieurs Rapporteurs spéciaux. Aucun recensement de la population autochtone n'a été réalisé et les peuples autochtones chiliens continuent d'être marginalisés et de vivre dans la pauvreté. Il est instamment demandé aux organisations et organismes de coopération internationale de suivre de près leur situation.

32. **M. Vázquez**, notant que l'État partie a rejeté les conclusions du rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, souhaite savoir si le Chili a donné effet aux décisions publiées en mai 2013 par la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur la définition du terrorisme dans la loi antiterroriste. Il souhaite également savoir si le Gouvernement a expliqué pour quelle raison il continue d'appliquer la loi antiterroriste aux Mapuches. Notant que la justice s'est opposée à ce que le Gouvernement agisse de la sorte, M. Vázquez demande si le problème est uniquement dû au pouvoir exécutif ou également au système judiciaire et si un dispositif permet aux tribunaux d'ordonner à l'exécutif de ne pas invoquer la loi en question.

33. **M. Calí Tzay** demande comment les représentants de la communauté mapuche s'identifient et s'ils se considèrent comme un peuple autochtone, le peuple originel, une minorité ethnique ou un groupe ethnique.

34. **M. de Gouttes** dit que le rapport de l'État partie indique que la loi antiterroriste a été modifiée pour abroger la présomption d'intention terroriste, réduire les peines et protéger les mineurs et que les tribunaux l'appliquent de façon impartiale. Inversement, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste a récemment demandé au Chili de ne pas appliquer la loi antiterroriste dans le contexte des revendications sociales et territoriales de la communauté mapuche. Il semble que le problème soit lié à la définition d'«acte terroriste»; la question de l'interprétation de la loi antiterroriste et de ses amendements ultérieurs devrait donc être soulevée auprès des autorités judiciaires.

35. **M. Amir**, se référant à la situation de la minorité mapuche dans le domaine foncier, demande si des non-Mapuches vivent actuellement sur des terres mapuches et si cette situation est légale. Il aimerait également connaître le statut des Mapuches dans la chaîne de production agricole.

36. **Le Président** se demande pourquoi aucune communication de ressortissants chiliens n'a été soumise au Comité alors que le Chili est justement l'un des rares pays d'Amérique latine à avoir reconnu la compétence du Comité pour examiner des plaintes émanant de particuliers.

37. **M. Muñoz** (Réseau international d'organisations de défense des droits de l'homme) explique que les problèmes concernant la loi antiterroriste proviennent du fait que la Constitution a été adoptée durant la dictature et que le Chili considère que tout acte de nature violente constitue un acte terroriste. La loi antiterroriste est effectivement toujours appliquée. Aucun représentant de la communauté mapuche ne connaît suffisamment bien le système des organes conventionnels et les procédures établies en matière de soumission de communications pour en faire bon usage. Les nombreuses communautés mapuches victimes de violations des droits de l'homme sont géographiquement isolées et dépourvues d'accès à Internet.

38. **M<sup>me</sup> Manquepillan** (Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), Réseau de l'Échange international de la liberté d'expression (IFEX-TMG) Amérique latine et Caraïbes, et Réseau international d'organisations de défense des droits de l'homme) indique que les termes «peuple autochtone» ou «peuple originel» renvoient aux différents groupes de personnes vivant sur le territoire mapuche et que les Mapuches ont plutôt tendance à se considérer comme des membres de la «nation mapuche». En ce qui concerne la question des terres, les Mapuches vivent comme des réfugiés sur leurs propres terres qui sont occupées par des personnes étrangères à leur communauté. Ce fait, conjugué aux limitations du système de production agricole, a entraîné la migration forcée des Mapuches vers les villes dans l'espoir d'y trouver un emploi et d'avoir accès à l'éducation et aux soins de santé. Cela a aussi provoqué la séparation des familles, ce qui est particulièrement problématique car la vie de famille est une valeur fondamentale de la culture mapuche.

39. **M<sup>me</sup> Meraz Sepulveda** (Observatoire citoyen et Corporación Humanas) souligne que l'application de la loi antiterroriste s'inscrit dans un problème plus large, à savoir la criminalisation des revendications territoriales et autres du peuple mapuche. Les autorités justifient sa mise en œuvre en prétendant que le pourcentage d'affaires jugées en vertu de la loi antiterroriste est très faible et qu'elles ne concernent pas toutes des Mapuches. Or, le fait est que les critères utilisés pour l'invoquer sont arbitraires.

40. **M. Correa Calfin** (Red de Pueblos Originarios en Chile por los Derechos de la Madre Tierra, la Biodiversidad y el Conocimiento Tradicional) indique que certains peuples autochtones vivent toujours sur leurs terres ancestrales même si nombre d'entre eux ont été déplacés par la violence. On ne restreint plus l'utilisation des langues traditionnelles et les systèmes de justice traditionnelle dans les communautés autochtones sont admis, conférant ainsi à celles-ci un certain degré d'autonomie territoriale.

41. L'État ne reconnaît pas tous les systèmes de justice traditionnelle et les autochtones se tournent souvent plus vers les systèmes de justice locale – qui appliquent des mesures de substitution à l'emprisonnement – plutôt que vers le système de justice officiel. Les communautés locales nient souvent l'existence d'un tel système parce que les décisions rendues dans ce cadre ne sont pas reconnues par les autorités de l'État.

42. Indiquant que le terme «Mapuche» signifie «peuple de la terre», M. Correa Calfin souligne que les Mapuches sont traditionnellement et spirituellement attachés à la terre. La saisie de leurs terres et d'autres ressources naturelles par les grandes entreprises à des fins industrielles est considérée par le peuple mapuche comme une pollution de leur patrimoine. Les ressources traditionnelles, comme les remèdes médicaux, jouent un rôle essentiel dans la culture mapuche mais aucun programme ne prévoit qu'elles puissent être échangées entre membres de la même communauté, par exemple avec ceux qui vivent en Argentine, alors que les pays sont voisins; elles sont donc souvent saisies par les douanes. De nombreuses personnes, qui ne sont pas autochtones, s'intéressent à la culture autochtone traditionnelle et se rendent dans les communautés locales pour bénéficier d'un traitement à base de substances traditionnelles mais aucun programme n'a été élaboré pour aider les communautés à développer ce commerce ou le tourisme.



43. **M. de Gouttes** (Rapporteur pour le Chili) dit qu'une réunion informelle aura lieu après la pause-déjeuner avec les ONG qui souhaitent poursuivre la discussion.

*La séance est levée à 13 heures.*